« Une place pour chaque élève dans une école qui a de la classe ! »

Nous menons une action en faveur de la création de places supplémentaires pour les jeunes dans les écoles de la région bruxelloise.

Il y a un manque de places dans les écoles bruxelloises. En effet, Bruxelles souffre d'une pénurie de place et ce particulièrement dans le croissant pauvre. Cette situation menace dans les faits le droit à l'éducation. Hors ce droit est un droit fondamental de l'enfant et du jeune.

Cette situation vaut tant pour l'enseignement néerlandophone que francophone
Le problème est grave, structurel et les conséquences sont désastreuses pour le développement des enfants, de la ville et de l'économie.

Notre système scolaire est lourdement marqué du sceau des inégalités : il exclut, discrimine et relègue les populations les plus fragilisées. Il produit aussi énormément d'échec scolaire et de décrochage. La pénurie de place que nous connaissons et qui frappe encore plus les quartiers pauvres vient encore aggraver cette situation. Il est inacceptable qu'il n'y ait pas de place pour tous !

Le droit à l'enseignement est un droit universel de l'enfant. Obtenir ce droit est le but de notre mouvement citoyen.

L'enseignement francophone ne disposant pas de plateforme de concertation, il faut se contenter d'estimations. Sous la pression du manque de places, certaines écoles francophones outrepassent la limite des inscriptions. Ce qui entraîne des classes surpeuplées, des classes installées dans les couloirs ou dans la cave du chauffage, avec les problèmes de qualité pédagogique que cela implique.

« Une place pour chaque enfant dans une école qui a de la classe ! » luttera pour obtenir suffisamment d'écoles pour que chaque enfant ait sa place. Pour que la qualité de l'enseignement ne soit pas mise en cause.
Nous ne nous contenterons pas d'une qualité médiocre, ni dans les écoles néerlandophones, ni dans les écoles francophones.
Le manque de places s'étendra rapidement. Bientôt, l'enseignement secondaire sera touché à son tour. Certains démographes prédisent que dans cinq ans, il faudra 42.500 places supplémentaires dans les écoles. 35.000 ont été planifiées.

C'est insuffisant. Notre demande requiert des investissements réalistes et clairement planifiés dans l'enseignement bruxellois. Lors de chaque plan et chaque contrat de développement de quartier et chaque nouveau projet, « Une place dans une école qui a de la classe ! » plaidera pour l'édification de nouvelles écoles.

Les conséquences du manque de places dans l'enseignement sont dramatiques pour les enfants et les parents et font partie de l'ensemble des problèmes qui frappent aujourd'hui les populations défavorisées et exclues.
Car le manque de place n'est pas qu'un problème d'équipement et d'organisation ! Le manque de places est un élément de la politique d'enseignement qui touche les valeurs collectives d'égalité et d'émancipation.

Car qu'advient-il lorsqu'un enfant ne peut pas aller à l'école ? Il encourt rapidement un retard. Les parents doivent trouver un accueil (qui coûte cher), ils doivent payer de plus longs séjours à la crèche ou ne peuvent pas travailler.
La recherche d'un emploi et les sollicitations deviennent difficiles, s'ils ne savent pas où leur enfant ira à l'école. Et si on trouve malgré tout une place, c'est souvent dans une autre école que celle fréquentée par le frère ou la sœur de l'enfant ce qui entraîne de plus longues navettes. Certaines familles se voient obligées de déménager, souvent hors de Bruxelles.

Mais peut-on courir le risque que son enfant ne trouvera pas de place demain dans une école ?
Un enseignement de qualité est à la base d'une économie saine. Il constitue la meilleure garantie pour l'égalité des chances et le bien-être.
Un enseignement de qualité a pour effet que les habitants de la ville se sentent concernés, qu'ils participent à la vie de la société. Qu'arrivera-t-il si on enlève ce fondement, en omettant d'assurer à chaque enfant l'enseignement auquel il a droit ?

« Une place dans une école qui a de la classe ! » est un mouvement citoyen qui veut que chaque enfant puisse fréquenter l'école.

Ce mouvement engagera des actions juridiques visant à inciter les autorités compétentes de l'enseignement à Bruxelles à résoudre le problème de manque de places.
Notre mouvement est multilingue et veut une solution pour tous les enfants bruxellois, quelle que soit leur origine. Nos actions ne se limiteront en aucun cas à une seule communauté linguistique.

Porter l'affaire devant le tribunal n'est pas notre premier but.
Mais nous avons trop vu et entendu les ministres, les partis politiques et les communautés linguistiques se renvoyer la responsabilité « Une chaise pour chaque enfant » veut une solution globale pour le manque de places dans l'enseignement bruxellois.
Les enfants ont besoin de l'école pour apprendre, pour faire partie de la société, pour développer des talents, pour acquérir les connaissances nécessaires à construire leur vie. Interdire l'accès à l'école à des enfants, c'est lourdement hypothéquer leur avenir.

Nous avons besoin de votre aide :

Pouvons-nous compter sur votre soutien, pour cosigner et devenir signataire « de la plateforme » afin d'exhorter le gouvernement à prendre ses responsabilités : à assurer à chaque enfant une place dans une école de qualité.

Voici les associations qui ont déjà rejoint "la plateforme":

Brusselse Welzijns Raad, Samenlevingsopbouw Brussel, l'Aile asbl, Délégué au Droits de l'Enfant, CGE - Changement pour l'Egalité, CSC-jeunes, L'Observatoire belge des inégalités, APED, JES, beweging.net [2], Foyer, D'Broej vzw, FAPEO Régionale Bruxelloise, ACV-CSC, Unicef België

En vous remerciant d'avance, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos sincères salutations.

Chantal Massaer
Directrice d'Infor Jeunes Laeken